

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Epidémies, pandémies (santé, France) > **Covid-19 (France) - Quelle politique sanitaire, au profit de qui ? Non au (...)**

Covid-19 (France) - Quelle politique sanitaire, au profit de qui ? Non au couvre-feu - Des moyens pour la santé !

samedi 24 octobre 2020, par [BERNARD Stéphane](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PROUHET Frank](#) (Date de rédaction antérieure : 21 octobre 2020).

La mesure était sortie dans les médias comme un ballon d'essai, et Macron vient de le confirmer. Incapable de répondre à l'épidémie depuis son arrivée en France, le pouvoir n'a aujourd'hui comme unique réponse à proposer que le couvre-feu de 21h à 6h dans les zones géographiques à risque, soit l'Île-de-France et huit métropoles. Une nouvelle mesure de restriction des libertés individuelles au nom de la lutte contre le Covid-19, alors que cette deuxième vague n'a rien d'une fatalité. Le sens fondamental de cette nouvelle mesure, Macron ne s'en est même pas caché, c'est que « la vie économique », c'est-à-dire la machine capitaliste à faire travailler la majorité pour le profit de quelques-uns, ne peut pas s'arrêter, ne doit pas s'arrêter, coûte que coûte...

Sommaire

- [Le couvre-feu pour faire \(...\)](#)
- [Le couvre-feu et ses conséquen](#)
- [Renforcer les moyens de \(...\)](#)

Dans quelques jours, nous aurons donc le droit de porter à peu près partout des masques que nous aurons dû nous-même acheter, de nous entasser dans les transports en commun et au travail, au détriment de la distanciation physique... mais par contre il sera impossible d'avoir un minimum de vie sociale, familiale, amicale, de distraction, en dehors de son boulot !

Depuis des mois, Macron et ses amis n'ont rien fait pour éviter ce rebond de l'épidémie. Sans aucune organisation, la politique de dépistage s'est effondrée, permettant juste aux labos privés de « faire du chiffre » mais pas de briser les chaînes de contagion. Et les hôpitaux n'ont eu les moyens ni de recruter ni de former pour faire face à l'épidémie. Il n'y a eu aucun plan d'ouverture de lits, comme le demandent pourtant les hospitalierEs et leurs syndicats qui se mobilisent à nouveau demain et pour lesquels Macron n'a visiblement rien à proposer. À l'évidence, le traitement sanitaire de cette épidémie, qui passe par le développement de notre système de santé, de ses établissements, n'est pas le soucis de ce gouvernement.

Le pouvoir croit-il vraiment que nous allons accepter ces mesures improvisées et incohérentes, et ces attaques contre nos droits sociaux et nos libertés alors qu'aucune politique publique sanitaire n'est réellement mise en œuvre ? C'est l'inverse de ce que fait le gouvernement qu'il faut défendre. Le NPA construira et soutiendra toutes les mobilisations portant des mesures d'urgence sanitaire et sociale : la gratuité des protections (masques...), la réquisition des laboratoires d'analyse médicale pour organiser la politique de dépistage, l'ouverture massive de lits et l'embauche de 120 000 personnels soignants à l'hôpital sur postes statutaires, avec des revalorisations salariales de 300

euros pour touTEs. Des mesures qu'il faudra leur arracher, par la lutte, jour et nuit s'il le faut.

Le NPA va prendre au plus vite contact avec l'ensemble des organisations progressistes pour construire une riposte collective aux plans que nous réserve Macron pour les mois qui viennent.

Montreuil, le mercredi 14 octobre 2020

NPA

• Publié le Mercredi 14 octobre 2020 à 22h02.

<https://lanticapitaliste.org/communiquel/non-au-couvre-feu-des-moyens-pour-la-sante>

Le couvre-feu pour faire vivre les profits au temps du Covid-19

Face à l'explosion des nouveaux cas de Covid-19, le gouvernement a décidé d'activer un seul levier, le couvre-feu pour 20 millions de personnes. Le seul levier qui ne pénalise pas les profits. On est bien loin des impératifs de santé publique. Un pari qui ne sera probablement pas gagnant. Alors après le couvre-feu du soir, le couvre-feu du week-end ? Une seule certitude, la vie de 20 millions de personnes va être réduite au fameux métro-boulot-dodo. Nos loisirs, nos amours, notre culture, nos amiEs, nos vies sous couvre-feu. D'autres choix étaient possibles.

Couvre-feu, une efficacité limitée, sauf pour les profits des grands groupes ! Le gouvernement s'est appuyé sur l'exemple de la Guyane pour dire que le couvre-feu est efficace. Selon Santé publique France, il aurait réduit de 36 % le taux de transmission du virus. Une affirmation bien audacieuse, à la lecture des publications de l'Agence régionale de santé de Guyane. Car si cette baisse existe bien, elle est le résultat de plusieurs éléments, le couvre-feu, mais aussi le confinement total des régions où le virus circulait le plus, ainsi que la fermeture des communications avec le Brésil tout proche, grand pourvoyeur de contamination virale¹. Dans d'autres cas, on peut aussi relever les effets pervers du couvre-feu : à Anvers, une aggravation des pics de fréquentation dans les transports en commun !

Les oubliéEs des mesures de Macron

Si les contaminations familiales et sur le temps de loisirs sont mises en avant, toutes les contaminations en entreprise ont été oubliées. Les plus fragiles, les plus touchés lors de la première vague ont aussi été oubliés ! Pourtant selon Santé publique France (chiffres du 8 octobre), parmi les 3 207 clusters, les entreprises hors établissements de santé (ES) restaient parmi les types de collectivités les plus représentées avec 25 %, puis le milieu scolaire et universitaire 21 %, les établissements de santé 11 % ; le milieu familial élargi (plusieurs foyers) et les événements publics/privés rassemblant de manière temporaire des personnes, 17 %. Et le système éducatif devient le principal lieu de contamination avec 35,3 % des clusters en cours d'investigation, donc récents.

Lors de la première vague, les personnes âgées, les personnes fragiles face au Covid-19 ont été basculées sur le télétravail. Et en cas d'impossibilité eux, mais aussi leurs familles, ont été mis en chômage partiel indemnisé par l'État. Or le décret du 29 août a vidé cette catégorie de la plupart des personnes qui pouvaient en bénéficier auparavant. Seuls en bénéficient encore... ceux qui de

toutes les façons ne peuvent pas travailler ! Tous les autres, au travail. Tout cela pour économiser 50 à 100 millions d'euros par mois en protégeant 50 000 à 100 000 personnes à risque de forme grave de Covid, selon l'OFCE. « Oubliés » les fragiles du Covid ! Heureusement, le Conseil d'État, saisi par la Ligue contre l'Obésité, a cassé le décret. Autre « oubli » de Macron, pas question d'imposer le télétravail aux entreprises, comme hier il a fallu attendre le 1^{er} septembre pour y imposer le port du masque. Cela reste au bon vouloir de chaque patron, qui doit rester maître de l'organisation du travail.

Réduire les productions inutiles, réduire le temps de travail, augmenter les temps de pause, notamment déjeuner, vider les prisons, fermer les centres de rétention, donner du pouvoir aux salariéEs, aux syndicats pour imposer une organisation du travail efficace contre le Covid, réquisitionner des bâtiments vides pour dédoubler les classes et les cantines, embaucher du personnel, voilà autant d'exigences qui coûtent sûrement, d'après Macron, un « pognon de dingue » et qui en plus ont le malheur de renforcer le collectif de travail, au moment où gouvernement et patronat veulent faire passer licenciements et mauvais coups contre les travailleurEs.

Contaminations sous-estimées dans les transports

Bars fermés, mais quais bondés, surtout aux heures de pointe. Selon Jean-Baptiste Djebbari, ministre des Transports, les transports en commun ne représentent que 1,2 % des clusters. Et cela grâce aux masques, dont le port est très respecté dans tous les transports en commun, même si 15 000 contravention ont été dressées à la RATP, sans compter les masques portés sous le nez ! Un chiffre très sous-estimé, selon de nombreux épidémiologistes, car impossible dans des transports anonymes de tracer une contamination. Or une étude chinoise sur l'ensemble des contaminations transport entre décembre 2019 et mars 2020 souligne bien l'importance centrale du port du masque. Mais elle pointe aussi la majoration du risque avec la durée des trajets, le type de ventilation... et le respect de la distanciation physique. Or toutes ces mesures de distanciation ont été suspendues... pour permettre à touTEs d'aller au travail.

Un couvre-feu qui réduit nos vies à la production de leurs profits, aucune mesure de protection au travail, en formation ou dans les transports, aucune embauche dans les hostos, aucun changement de pied sur les campagnes de tests ciblés, la menace des amendes et un discours autoritaire, là où il faudrait investir dans notre intelligence collective, notre capacité à vivre, aimer et travailler en minimisant les risques pour les plus fragiles face au Covid, un tout faux pour le banquier de l'Elysée. Pour lui nos vies, la démocratie, valent moins que leurs profits.

Franck Prouhet

Le couvre-feu et ses conséquences

Pour annoncer la suspension de la libre circulation des habitantEs d'Île-de-France et de huit métropoles, Macron a volontairement employé un terme à connotation guerrière : le couvre-feu. Il n'est pas certain que ce remède militaire contre le coronavirus aboutira à des résultats sanitaires tangibles, mais il est probable que les effets secondaires seront déplorables.

Plusieurs scientifiques ont fait connaître leurs doutes sur l'efficacité du couvre-feu imposé entre 21

heures et 6 heures. Pour Michèle Legeas, enseignante à l'École des hautes études en santé publique, spécialiste de l'analyse et de la gestion des situations à risques sanitaires, aucune étude ne permet de démontrer que le couvre-feu limitera la circulation du virus ni que les risques de transmission sont plus élevés la nuit lors de nos activités de loisirs, que le jour lorsque nous allons travailler, ou étudier souvent en prenant les transports. On ne sait pas encore tout de la transmission de ce virus, mais on sait qu'elle est très liée au fait de passer du temps à proximité d'un porteur du virus.

Le système de dépistage est un fiasco

Selon l'épidémiologiste Catherine Hill, le couvre-feu est une mesurette, le virus circule tandis que beaucoup de gens continuent à se promener, travaillent, prennent les transports en commun, rentrent dans les magasins, croisent des gens. Le système de dépistage est un fiasco, la seule solution serait d'avoir une stratégie qui fonctionne, mais en ce moment on attend que les gens soient symptomatiques, plus le temps d'aller voir un médecin, plus le temps d'être testés, plus le temps d'obtenir le résultat du test... et on leur dit qu'ils sont contagieux au moment où ils ne le sont plus ! Catherine Hill prône des tests groupés en mettant les prélèvements de 20 personnes dans un seul tube et en cherchant s'il y a du virus dans ce tube, ce qui permettrait de tester 10 ou 20 millions de personnes par semaine. Même si ces tests ne sont pas parfaits, on trouverait le maximum de gens contagieux avant qu'ils aient contaminé autour d'eux. Si on avait réagi correctement début septembre en organisant la priorisation des tests, le traçage des cas contacts et leur isolement complet on n'en serait pas là, confirme l'ancien directeur général de la santé. C'est aussi pour répondre aux desiderata du Medef que Macron limite l'usage du télétravail. Cette pratique n'est certes pas la panacée, et soulève d'autres questions, mais en période d'épidémie, la restriction de son usage est une mise en danger d'autrui.

Le profit au détriment de la liberté, de la santé et de la vie

Santé publique France, un organisme gouvernemental, indiquait dans son point hebdomadaire du 8 octobre que les entreprises sont les premiers foyers de transmission du Covid (25 %), suivies des établissements scolaires et universitaires (21 %) et des événements publics/privés rassemblant de manière temporaire des personnes (17 %). Macron et Véran, son ministre de la Santé, connaissent ces données et ils n'ignorent pas l'état dramatique du système de santé. Macron, interpellé par des soignantEs, a affirmé que les hôpitaux ne manquent pas d'effectifs mais souffrent de problèmes d'organisation, il a donc uniquement reconnu dans son show télévisé que leurs situations étaient « préoccupantes ». Son souci essentiel est que « l'on sauve l'économie » et pour cela que « l'on continue notre vie sociale... au travail. »

Avec les limites temporelles imposées par le gouvernement, la vie sociale se réduira pendant plusieurs semaines au « métro, dodo, boulot » sous contrôle policier pour sauver le capitalisme. Les temps de loisirs sont aussi réglementés, avec la « règle des six personnes », mais il est possible de travailler en open space, alors que les règles de distanciation ne sont pas toujours respectées, y compris dans les organismes de sécurité sociale chargés de tracer la transmission du virus.

100 milliards pour les patrons, 800 millions pour les pauvres

Début octobre France Stratégie, une institution rattachée auprès du Premier ministre constatait que « la crise sanitaire a touché en particulier les plus démunis qui ont rencontré des difficultés importantes en matière de subsistance, de santé, ou encore d'accès à l'éducation à distance durant le confinement ».

Les associations de lutte contre la pauvreté ont annoncé un million de pauvres supplémentaires engendrés par le confinement. Elles ne se sont hélas pas insurgées mais ont vivement critiqué le

gouvernement. Le délégué de la fondation Abbé Pierre a constaté que « c'est le prolongement de la politique menée depuis deux ans et demi : coupes dans les APL et le logement social, et refus de revaloriser le RSA et de l'ouvrir aux 18-25 ans ». 1,3 million de personnes « venues parfois après plusieurs jours de jeûne » ont sollicité une aide du Secours populaire. La Fédération des acteurs de la solidarité prévoit au moins un million de pauvres supplémentaire l'an prochain, qui s'ajouteront au 9,3 millions de personne vivant déjà sous le seuil de pauvreté monétaire (1 063 euros par mois et par personne). Mais il n'est pas question pour Macron de changer de politique, il rappelait à la télévision le 15 octobre que « Nos fondamentaux, c'est la lutte contre la pauvreté par le retour à l'activité et le travail. » La présidente du Secours catholique avait déjà répliqué à ce discours : « Ce n'est pas possible d'être aussi fermé, de rester entêté sur des théories voulant qu'aider les entreprises finira par ruisseler sur les pauvres et que si on aide les gens, ils retourneront moins vers le travail... » Et pourtant : dans le « plan de relance » de 100 milliards d'euros annoncé en septembre, ce sont à peine 800 millions d'euros qui sont consacrés aux plus démunis, dont 533 millions d'euros pour la hausse exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire.

S. Bernard

Renforcer les moyens de l'hôpital public

Manque de personnel, fermeture de 100 000 lits en 20 ans, de services d'urgences, de maternité, de chirurgie de proximité, regroupement dans d'énormes usines à soins déshumanisées mais plus « rentables » : les effets des politiques d'austérité n'ont pas attendu l'épidémie pour se manifester. Tout au long de l'année 2019, les services d'urgences ont été en grève et les mobilisations hospitalières se sont succédé pour exiger, sans succès, un recrutement massif de personnel, l'augmentation des budgets hospitaliers, la revalorisation des salaires.

Les effets désastreux de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, dont la « tarification à l'activité » est l'un des principaux outils, ont été mis en relief par la pandémie. L'hôpital étant rémunéré selon le nombre d'actes fournis, un lit vide est un lit « non rentable », et le « taux d'occupation des lits » doit être le plus élevé possible. Pas de place dans ces conditions pour anticiper des événements « imprévus »... comme cette épidémie.

La politique des gouvernements successifs a consisté à « externaliser » vers des opérateurs privés une part croissante des missions de l'hôpital public, et en finir avec la place centrale de celui-ci dans le dispositif de soins.

Les leçons de l'épidémie exigent au contraire un renforcement des moyens du service public de santé, à l'opposé de la poursuite et de l'accélération de ce qui n'a pas fonctionné depuis 25 ans et que veulent poursuivre Macron-Véran avec leur « Ségur » de la santé.

Exigeons :

La gratuité des protections (masques, tenues...), des tests, des médicaments et traitements, et leur accès pour touTEs

La gratuité totale des soins sans avance des frais, avec une prise en charge par la Sécurité sociale

Un plan massif de formation et de recrutement pérenne de 120 000 emplois pour les hôpitaux, et d'un poste par résidentE dans les EHPAD

Un plan massif de financement du système de santé et sa réorganisation sous le contrôle des

professionnels et des patientEs

L'augmentation générale et pérenne des salaires d'au moins 300 euros pour tous les personnels des hôpitaux et d'EHPAD

NPA

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 540 (22/10/2020). Publié le Mercredi 21 octobre 2020 à 13h23 : <https://lanticapitaliste.org/arguments/sante/renforcer-les-moyens-de-lhopital-public>